

Congrès ont traditionnellement exercé une influence considérable sur les gouvernements d'État dirigés par le Congrès.

Depuis 1991, un certain nombre d'États industrialisés et à revenu par habitant élevé—comme le Maharastra, le Gujarat, le Karanataka et le populeux Uttar Pradesh—ont élu des gouvernements non associés au Congrès. Pour pouvoir y maintenir les entreprises d'État, les réglementations et les droits socialistes, il faudrait que ces États restent tributaires des subsides octroyés par le gouvernement fédéral. Certains États n'ont pas encore compris l'élargissement de l'assiette fiscale que permettent la libéralisation et la déréglementation. Les dirigeants des États ont tout intérêt à prendre l'initiative et à utiliser les réformes pour accroître leur influence. Un certain nombre de premiers ministres font déjà des ouvertures amicales pour attirer l'investissement étranger dans leur province.

Tant au niveau fédéral qu'à celui des États, la prochaine phase des réformes fera généralement ressortir le conflit qui oppose les partisans de la libéralisation et ceux qui veulent maintenir les réglementations, les entreprises d'État et les droits du régime socialiste. Toutefois, les hauts fonctionnaires progressifs de l'Inde appuient solidement la poursuite des réformes.

Structure du pouvoir. L'Inde doit tenir une élection en mai 1996 pour élire un nouveau parlement fédéral. La plupart des experts anticipent un parlement dans l'impasse, ce qui forcera les trois grands partis—le Congrès, le Bharatiya Janata Party (BJP) et le Nation Front-Left Front (NF-LF)—à engager des tractations visant la formation d'un gouvernement de coalition avec des partis plus petits.

Réformes à court et à moyen termes. À court terme, la progression et la consolidation des réformes économiques dépendront du parti qui formera la base du prochain gouvernement indien. Examinons trois scénarios.

- Le parti du Congrès a toujours attiré les classes intermédiaire et inférieure, les musulmans (qui composent environ 12 % de la population) et d'autres groupes minoritaires. Son emprise sur les électeurs musulmans et sur la classe inférieure s'est sensiblement relâchée depuis le début des années 90. Pour se gagner le vote de la classe inférieure, le Congrès fera